



Dans la rue le 12 mars pour un sursaut écologique et social

En janvier 2022, le film *Don't Look Up* dressait un parallèle évident et glaçant avec le dérèglement climatique et ses conséquences catastrophiques sur nos vies. À l'heure de la publication du 2ème volet du dernier rapport du GIEC, l'urgence climatique est désormais indéniable.

La météorite climatique est visible à qui veut bien lever le regard. Et à vrai dire, son impact fait déjà sentir ses effets. La crise écologique s'accélère partout dans le monde, y compris en France. Les rapports scientifiques s'accumulent, précisant chaque fois davantage les perspectives dramatiques qui nous attendent sans un sursaut des responsables politiques et économiques.

En 2021, la France a été doublement condamnée par la justice pour son inaction climatique, notamment par le Conseil d'Etat, la plus haute instance administrative de notre pays.

L'année 2022 débute sur des chiffres vertigineux : les 7 années les plus chaudes jamais mesurées ont toutes eu lieu depuis 2015, année de l'accord de Paris. La crise sanitaire a plongé des millions de personnes dans la précarité. Les multinationales, leurs dirigeants, leurs actionnaires s'enrichissent de manière toujours plus indécente. Leurs richesses ont explosé pendant la crise, en grande partie via les aides publiques et elles continuent d'alimenter un système productif destructeur pour les peuples et la planète.

Pourtant, à quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, l'urgence climatique et l'effondrement de la biodiversité sont largement absents du débat médiatique et politique.

Dans ce contexte inédit, les débats politiques devraient se concentrer sur :

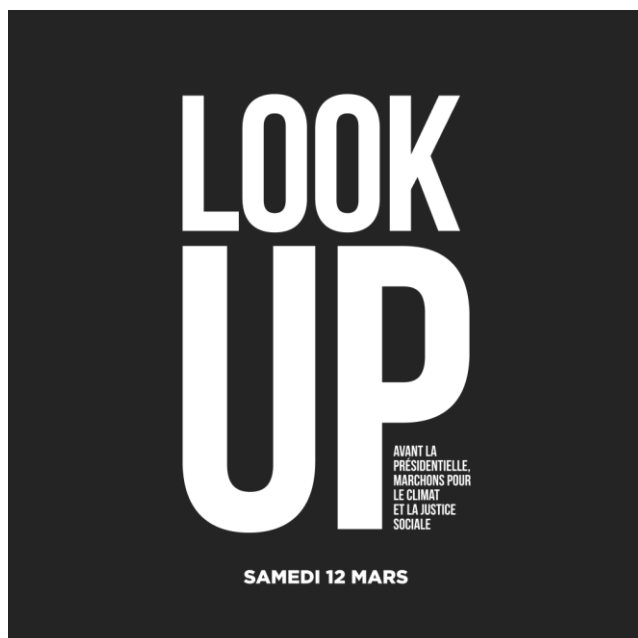
- Les moyens de financer une transformation écologique et sociale de nos économies ;
- **Le développement et l'amélioration des services publics** à même de répondre aux besoins de la population (santé, de transports, de logement et d'éducation), **à commencer par les services du ministère en charge de l'environnement qui mettent en œuvre des politiques publiques efficaces mais à qui on supprime de nombreux moyens ;**
- Des objectifs de réductions des émissions de CO² réellement contraignants pour l'Etat et les entreprises ;
- Un statut protecteur des salarié-es afin de réussir la relocalisation et la transformation de pans entiers de notre économie ;
- Un droit à l'alimentation choisie et de qualité pour tou-ttes, s'appuyant une agriculture paysanne et des circuits relocalisés ;
- Un revenu qui permette au plus grand nombre de vivre dignement en conciliant les enjeux de fin du monde et les contraintes de fin de mois.

Malgré la multiplication des mobilisations et initiatives pour le climat et la justice sociale ces dernières années, nos dirigeant-es refusent de prendre leurs responsabilités. Ils et elles favorisent le repli sur soi autoritaire, détournent délibérément le regard et laissent les multinationales et les ultra-riches saboter tout espoir d'un avenir juste et soutenable.

Ne laissons pas nos droits et notre futur rester otages de celles et ceux qui nous mènent à la catastrophe.

Les seul-es à pouvoir faire face à la crise climatique et sociale, les seul-es à pouvoir enclencher le changement majeur dont nous avons besoin, c'est nous.

À deux mois de l'élection présidentielle, nous devons rappeler l'ordre des priorités, amplifier la mobilisation et faire de 2022 l'année où la France a enfin pris le chemin d'un avenir juste et soutenable pour toutes et tous.



Descendons dans la rue partout en France le 12 mars !

Rejoignez une marche près de chez vous :

<https://marcheclimat.fr/12mars/>

PLUS JAMAIS ÇA!

Ensemble, exigeons de parler climat dans le débat présidentiel !

Signez la pétition initiée par le collectif « l'Affaire du siècle » :

[Plus de climat dans l'élection présidentielle !](#)

